

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombres de conseillers :	
En exercice : 13	
Présents : 11	
Volants : 11	

L'an deux mil vingt, le treize novembre, à dix-sept heures trente, le Conseil Municipal de MARANSIN, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la mairie, sous la présidence de Monsieur Bernard BACCI, Maire.

Date de convocation : 9 novembre 2020

Présents : M. BACCI Mme AUTIER M. CHEVRIER Mme MARY M. DELEU M. SABOURDY
Mme LAURENT Mme MOREL Mme GINET M. VERDIER M. GARGEAU

Absents excusés : M. BLANCHET Mme ARNAUD

Secrétaire de séance : Mme AUTIER Michèle

N°2020-13-11-002

**Sollicitation de La Cali pour la prescription de la révision de la Carte
Communale de Maransin**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 5216-5 ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment son article L. 101-2

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 160-1 à L. 160-10 ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.131-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du Préfet de la Gironde en date du 29 novembre 2016 portant statuts de la Communauté
d'agglomération du Libournais ;

Vu la demande présentée par le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) du Grand Libournais le
17 octobre 2016, invitant la commune de Maransin à vérifier la compatibilité de ses documents
d'urbanisme avec les dispositions du SCoT et vu dans ce même courrier le rappel du délai de mise
en conformité fixé par la loi article L-131-6 du code de l'urbanisme ;

Vu le courrier du 29 novembre 2017 de Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Libourne
attirant l'attention sur les fragilités juridiques pesant sur des documents d'urbanisme qui ne seraient
pas rendus compatibles avec le SCoT dans les délais légaux ;

Vu le rappel de Monsieur le Sous-Préfet dans ce même courrier attirant l'attention sur le risque
d'illégalité d'opérations foncières ou d'aménagement à défaut de mise en conformité des documents
d'urbanisme ;

Vu les échanges depuis cette date avec les services compétents et notamment la présentation faite
au conseil municipal le 9 octobre 2020 par la représentante du PETR en présence d'un représentant
de la Cali ;

et approuvée par Madame la Préfète de Région le 27 mars 2020 ;

Vu la carte communale approuvée le 7 avril 2006 par délibération de la commune de Maransin, délibération enregistrée en sous-préfecture le 11 mai 2006 et approuvée par arrêté préfectoral en date du 20 juin 2006, carte communale n'ayant fait l'objet d'aucune modification depuis cette date ;

Considérant que la Communauté d'Agglomération du Libournais dispose de la compétence planification depuis le 1^{er} janvier 2017,

Considérant que la commune souhaite :

- Mettre en conformité la carte communale avec les lois Grenelle, ALUR et LAAF ;
- Mettre en conformité la carte communale avec les prescriptions du SCOT du Grand Libournais et du SRADDET de la région Nouvelle-Aquitaine ;
- Permettre un développement urbain maîtrisé et respectueux des spécificités agricoles, paysagères et culturelles de la commune ;
- Accueillir la population dans le respect des objectifs de modération de la consommation d'espaces et de lutte contre l'étalement urbain ;
- Affirmer l'identité agricole, viticole et sylvoicole de la commune ;
- Maintenir la biodiversité et les espaces naturels majeurs de la commune ;

Considérant que la commune souhaite engager une concertation qui se déroulera pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point de la révision de la carte communale, cette concertation prenant la forme d'une publicité par voie d'affichage en mairie et à la Calé dans les formes et durées prescrites par les lois et règlements, de la mise à disposition du public d'un registre destiné à recevoir les observations de toute personne intéressée tout au long de la procédure de révision, de l'organisation de réunion publiques en tant que de besoin

Considérant que la révision de la Carte communale de la Commune de Maransin est nécessaire,

Le conseil municipal sollicite le Conseil communautaire afin, dans le respect des objectifs visés à l'article L.101-2 du code de l'urbanisme :

- De prescrire la révision de la carte communale de la Commune de Maransin afin de :

- Mettre en conformité la carte communale avec les lois Grenelle, ALUR et LAAF ;
- Mettre en conformité la carte communale avec les prescriptions du SCOT du Grand Libournais et du SRADDET de la région Nouvelle-Aquitaine ;
- Permettre un développement urbain maîtrisé et respectueux des spécificités agricoles paysagères et culturel de la commune ;
- Affirmer le caractère agricole, viticole et sylvoicole en tant qu'identité de la commune ;
- Maintenir la biodiversité et les espaces naturels majeurs de la commune ;

- De solliciter de l'Etat qu'une dotation soit allouée au titre de la Dotation Globale de décentralisation au profit de la commune de Maransin afin de couvrir les frais matériels et d'études nécessaires à la révision de sa carte communale.

Le conseil municipal autorise par ailleurs le Maire à prendre toute disposition en vue de faciliter la conclusion d'une convention entre le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Grand Libournais (PETR) et la Communauté d'Agglomération du Libournais (CAL) en vue de permettre au PETR de rédiger tous les documents constituant la révision de la carte communale, et notamment le rapport de présentation, les documents graphiques, les annexes, les modèles de délibération arrêtée et

Cette résolution mises aux voix est adoptée à l'unanimité.

VOTE : Pour : 11 Contre : 0 Abstention : 0

Adopté à l'unanimité

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération,

- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Ainsi fait et délibéré en séance publique, les jour, mois et an que dessus.

Pour l'extrait conforme

Le 25 novembre 2020

Le Maire,

Bernard Bacci



Envoyé en préfecture le 25/11/2020

Reçu en préfecture le 26/11/2020

SLO

Affiché le

ID : 033-213302649-20201113-2020_13_11_002-DE